**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
AUTORITE DE REGULATION DE LA POSTE ET DES
TELECOMMUNICATIONS**

**DECISION N°01 / SP / PC / ARPT / 03 DU 30 JUIN 2003
DE L'AUTORITE DE REGULATION DE LA POSTE ET DES
TELECOMMUNICATIONS (ARPT) RELATIVE A LA
MODIFICATION DES TARIFS DE LA TELEPHONIE FIXE
DEMANDEE PAR ALGERIE TELECOM**

--o0o--

Le Président du Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT),

- ❖ **Vu la loi 2000-03 du 5 août 2000 fixant les règles générales relatives à la poste et aux télécommunications notamment ses articles 13, 26 et 27 ;**
- ❖ **Vu le décret présidentiel n° 01-109 du 09 Safar 1422 correspondant au 03 mai 2001 portant désignation des membres du conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications ;**
- ❖ **Vu le décret exécutif n° 01-417 du 20 décembre 2001 portant approbation, à titre de régularisation, de licence d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications y compris radioélectriques autres que GSM, et de fourniture de services de télécommunications au public au profit de Algérie Télécom ;**
- ❖ **Vu le décret exécutif n° 02-141 du 16 avril 2002 fixant les règles applicables par les opérateurs de réseaux publics de télécommunications pour la tarification des services fournis au public ;**
- ❖ **Vu le Règlement intérieur de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications ;**
- ❖ **Considérant la demande de modification des tarifs introduite par AT auprès de l'ARPT en date du 25 mai 2003 sous la référence DG/BZ/159/2003 et actualisée le 21 juin 2003 par sa lettre sous la référence AT/DG/BZ N° 205/2003 ;**
- ❖ **Considérant que le coût moyen pondéré d'une minute de communication sur le réseau fixe a été estimé par AT à 2 dinars algériens hors taxes (DAHT) dans le rapport qu'elle a introduit auprès de l'ARPT pour un prix moyen pondéré actuellement appliqué de 1,72 DA HT par minute ;**

Où :

$$1,72 \text{ DAHT} = (0,22 \times 0,73) + (2,50 \times 0,253) + (55 \times 0,017)$$

0,22 : prix de la minute de communication locale

0,73 : part du trafic local

2,50 : prix moyen d'une communication nationale
(interurbaine ou entre wilayas)

0,253 : part du trafic national (interurbain ou entre wilayas)

55 : prix moyen d'une communication internationale

0,017 : art du trafic International

- ❖ **Considérant, par conséquent, que ce prix moyen pondéré de 1,72 DAHT ne couvre pas le coût de la minute sus-cité (2 DAHT par minute) ; la perte sur une minute de communication étant de 0,28 DAHT ;**
- ❖ **Considérant que les coûts engendrés par les réseaux locaux constituent la part importante (54%) des coûts de réseaux téléphoniques comme l'atteste le dossier fourni à cet effet par Algérie Télécom ;**
- ❖ **Considérant les dispositions du décret exécutif n° 02-141 du 16 avril 2002 sus-visé qui proscrivent la vente à perte ;**
- ❖ **Considérant la demande de AT, introduite auprès de l'ARPT, pour fixer le prix de la minute de communication sur son réseau fixe à l'intérieur du territoire d'une wilaya à un (1) DAHT ;**
- ❖ **Considérant la demande de AT, introduite auprès de l'ARPT, pour fixer le prix de la minute de communication sur son réseau fixe entre wilayas à 3,50 DAHT;**
- ❖ **Considérant qu'une part substantielle des coûts engendrés par les réseaux locaux est couverte par les excédents financiers dégagés par les communications internationales ;**
- ❖ **Considérant que cette logique tarifaire ne peut être maintenue dans un environnement ouvert à la concurrence à partir du 1^{er} août 2003 pour les communications internationales ;**

- ❖ Considérant que les tarifs des opérateurs peuvent être soumis à encadrement par l'ARPT et que cet encadrement a pour objet l'orientation des tarifs des services vers leurs coûts de revient résultant d'une gestion efficiente ;
- ❖ Considérant que AT n'a pas intégré, dans sa demande, de modification de son prix moyen des communications internationales, actuellement de 55 DAHT par minute ;
- ❖ Considérant, par conséquent, qu'un rééquilibrage de l'ensemble des tarifs des services de téléphonie fixe est rendu nécessaire dans le cadre de l'encadrement en cours jusqu'au 31 décembre 2003 pour ces services ;
- ❖ Vu les éléments d'information enregistrés en date des 3 et 24 juin 2003 présentés par AT devant les services concernés de la Direction Générale de l'ARPT ;
- ❖ Vu l'expérience internationale dans le domaine ;
- ❖ Sachant que les prix pratiqués dans d'autres pays sont tels que donnés, à titre indicatif, dans le tableau ci-après :

Communication (En DAHT)	Algérie	Maroc	Tunisie	Italie	France	Espagne
Locale (*)	0,22	6,94	0,93	1,66	2,03	2,10
Nationale (inter-wilaya)	2,50	8,38	8,37	7,72	5,10	4,64
Internationale	55	44,71	53,04	54,5	40	33,14

Source : Opérateurs Télécoms - Décembre 2002

(*) Le prix de la communication locale est désormais étendu à l'ensemble du territoire d'une wilaya.

- ❖ Considérant que les opérateurs doivent dégager une marge de développement de leurs activités ;

❖ **Vu la décision du Conseil de l'Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications prise lors de sa réunion du 30 juin 2003 ;**

DECIDE

Article 1^{er}: La demande de modification des tarifs des communications locales (à l'intérieur du territoire d'une wilaya) et nationales (entre wilayas) introduite par AT est recevable. Toutefois, la modification demandée doit s'insérer dans le cadre d'un rééquilibrage des tarifs du panier de services de la téléphonie fixe qui sont actuellement soumis à encadrement jusqu'au 31 décembre 2003 en vertu de la réglementation en vigueur.

Aussi, la modification des tarifs demandée doit également intégrer la réduction du tarif des communications internationales.

Ainsi, les prix maximum de téléphonie fixe sont arrêtés comme suit :

- a. Le prix maximum d'une minute de communication dans le réseau de téléphonie fixe à l'intérieur du territoire d'une wilaya est fixé à **un dinar algérien hors taxes (1 DAHT) ;**
- b. Le prix maximum d'une minute de communication dans le réseau de téléphonie fixe entre wilayas est fixé à **trois dinars algériens et cinquante centimes hors taxes (3,50 DAHT) ;**
- c. Le prix moyen maximum d'une minute de communication vers l'international est fixé à **quarante huit dinars algériens hors taxes (48 DAHT).**

Article 2: Les prix fixés à l'article 1^{er} de la présente décision comprennent une marge de développement dont l'amélioration doit résulter des gains de productivité possibles.

Article 3 : Les prix maximum visés aux points a, b et c de l'article 1^{er} de la présente décision sont appliqués simultanément.

Article 4 : La date d'effet de la présente décision doit être portée, par l'opérateur, à la connaissance de ses usagers en respect des délais réglementaires prévus à cet effet. La validité de la présente décision prend fin au 31 décembre 2003, date limite de l'encadrement des tarifs, telle que prévue par la réglementation en vigueur.